

SYNTHESE

Accompagnement de 3 communes pilotes
aux économies d'eau dans la vallée de la
Drôme

Années 2024-2025

Suivi par Charlène Payan

1. Introduction

Contexte et Objectifs

Dans la vallée de la Drôme, où les pressions environnementales croissantes exigent une gestion plus responsable des ressources en eau, les économies d'eau sont essentielles pour s'adapter aux sécheresses à venir. Les collectivités doivent chercher à être exemplaires sur leur gestion de l'eau et adapter au mieux leur consommation afin de préserver cette ressource vitale tout en maîtrisant les coûts croissants liés à son usage.

Dans cette perspective, le Syndicat Mixte de la Rivière Drôme (SMRD) a lancé avec le programme EcoDrôme, une initiative visant à accompagner les collectivités dans l'optimisation de leurs consommations d'eau. L'objectif est double : réduire les impacts environnementaux et financiers tout en renforçant la résilience de notre territoire face aux aléas climatiques.

Trois communes pilotes : Aouste-sur-Sye, Livron-sur-Drôme et Luc-en-Diois, représentatives de la diversité du bassin (taille, contexte géographique, et structuration administrative), ont été retenues pour une expérimentation. Ce projet a permis de :

- **Cartographier les consommations d'eau publiques** : Identifier les postes les plus consommateurs dans les bâtiments municipaux, les espaces verts, et les infrastructures collectives.
- **Proposer des actions concrètes et adaptées** : Basées sur les données collectées, des solutions techniques et organisationnelles ont été suggérées pour réduire les consommations d'eau et améliorer la gestion des équipements.
- **Sensibiliser et mobiliser** : Impliquer les élus et techniciens des collectivités dans une démarche proactive, en leur fournissant des outils et des formations adaptés.

Cette démarche pilote vise également à servir de modèle reproductible pour les 82 communes du bassin de la Drôme. Elle ambitionne de montrer que des investissements ciblés et une gestion concertée de l'eau peuvent générer des bénéfices simples et significatifs.

Pour aller plus loin, un **outil d'autodiagnostic** a été créé sur la base de ce travail, destiné aux collectivités qui souhaitent dès à présent se mettre en action. L'objectif étant de **Fédérer les collectivités du bassin** et encourager une mutualisation des efforts pour maximiser les bénéfices économiques et environnementaux.

Cette démarche permet de répondre à l'objectif de – 10 % des consommations du [Plan Eau](#) du gouvernement.

LES ETAPES EN BREF

TEMPS NECESSAIRE

Accompagnement : 60 jours

Elus - techniciens : 20 jours



01/24

1. PARTENARIAT ET LANCEMENT

- Clarification de la méthodologie et de l'engagement requis
- Désignation d'un binôme élu-technicien référent



01/24

2. COLLECTE DONNEES

- Liste des sites et factures annuelles fournies par les communes
- Echange pour la consolidation des données



03/24

4. PROPOSITIONS D' ACTIONS

- Analyse et chiffrage des solutions
- Coût, potentiel d'économies et retour sur investissement



05/24

5. VALIDATION

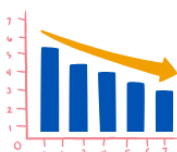
- Proposition d'un plan d'action
- Temps d'échange et d'approbation
- Dépôt de dossier de demande de subvention
- Complément de chiffrage
- Attente de validation des subvention



EN COURS

6. INSTALLATION

- Mise en place des travaux après validation des subventions
- Formation des agents



7. SUIVI

- Mise en place d'un suivi régulier des agents
- Mesure des bénéfices des premières actions
- Retour d'expérience et partage des bonnes pratiques.

A VENIR

LES ENSEIGNEMENTS EN BREF



SITES CONSOMMATEURS

- Piscines
- Sites recevant du public (gymnases, campings)
- Lieux de restauration

LEVIERS D'ECONOMIE D'EAU

- Amélioration du comptage
- Suppression des fuites
- Reduction des débits
- Cibler les sites de forte fréquentation
- Augmenter les moyens humains techniques

BÉNÉFICES

- Potentiel d'économie d'eau : 15 à 50 % par collectivité
- Retour sur investissement moyen par action de 2 ans
- Financement moyen de 50 à 80% par action.

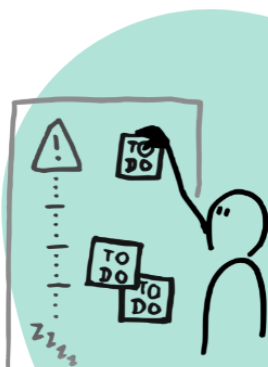
FORCES

- Intérêt partagé de la démarche
- Services techniques compétents
- Un territoire dynamique



FAIBLESSES

- Un dialogue élu-technicien à renforcer
- Des échanges perfectibles
- Des délais inter-étapes envisagés trop courts
- Un chiffrage du matériel et de la pose à affiner dans les plans d'actions



PERSPECTIVES D'ACTIONS

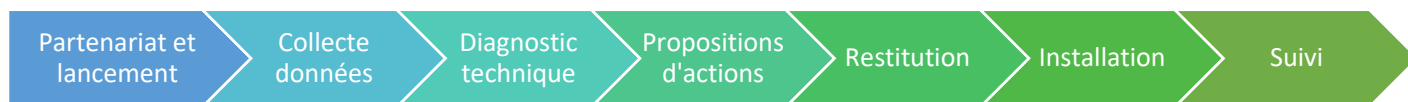
- Renforcer le suivi post-intervention
- Mutualiser les efforts au sein du bassin
- Sensibiliser les acteurs locaux
- Prioriser les actions à fort impact

LA SUITE À DONNER

- Accompagnement des communes et analyse des résultats
- Prise en main de l'autodiagnostic par d'autres communes
- Dialogue territorial sur la mutualisation des moyens

2. Etapes de l'accompagnement

L'accompagnement a suivi plusieurs étapes clés, pour chacune des étapes est précisé le temps d'accompagnement nécessaire par le bureau d'étude et le SMRD. Pour le bon déroulé de cette expérimentation, une **dizaine de jours** des services et élus de chaque communes et **soixante jours d'accompagnement** ont été mobilisés.



1. Partenariat et lancement, 4 jours d'accompagnement

Après avoir créé un partenariat précisant l'engagement du SMRD et des communes participantes, une rencontre regroupant ces communes, les prestataires, et les partenaires techniques locaux (syndicats d'énergie, communautés de communes) a permis de clarifier les objectifs et le calendrier des interventions.

Chaque commune a désigné un **binôme composé d'un élu et d'un responsable technique** pour piloter la démarche. Ce choix a permis de formaliser l'engagement de la collectivité tout en facilitant les échanges entre le SMRD, les prestataires, et les équipes locales.

2. Collecte des données, 5 jours d'accompagnement

Les communes ont fourni une liste des sites alimentés en eau ainsi que leurs factures annuelles ou tableaux de suivi existants. Des échanges ont permis de consolider les données, de relier les factures aux sites alimentés, d'identifier les manques de comptage et ainsi de préparer le diagnostic terrain.

3. Diagnostic, 7 jours d'accompagnement

Des visites ont été organisées pour inventorier les points d'eau et échanger avec les techniciens sur les spécificités locales (contexte, historique des équipements, défis rencontrés). Cette étape a permis de formuler des hypothèses sur les principales sources de gaspillage, comme les fuites ou les débits excessifs.

4. Propositions d'actions, 13 jours d'accompagnement

Le prestataire a proposé des solutions concrètes qui ont été évaluées en termes de coûts, d'économies d'eau potentielles et de temps de retour sur investissement en fournissant des fourchettes de prix par action basée sur des devis.

5. Validation, 12 jours d'accompagnement

Les conclusions des audits et les plans d'actions ont été présentés lors de réunions dédiées. Les élus et techniciens ont pu poser des questions, affiner les priorités d'action, et planifier les étapes suivantes, notamment le montage des dossiers de subventions. Des allers-retours avec les financeurs sont nécessaire notamment pour préciser les chiffrages (équipement et pose) des actions retenues.

6. Installation, 14 jours d'accompagnement – en cours

Après validation des subventions, les travaux seront réalisés sous le contrôle du prestataire. Des ateliers liés spécifiquement aux espaces verts ont été réalisées et des séances de sensibilisation seront proposées pour familiariser les agents locaux aux équipements installés.

7. Suivi, 5 jours d'accompagnement – à venir

Une fois les travaux terminés, un suivi rigoureux devra être mis en place pour évaluer l'impact des actions entreprises. Ce suivi inclura la comparaison des consommations avant et après intervention, sur une période d'au moins un an, l'analyse des économies financières réalisées et l'identification des ajustements nécessaires pour optimiser les performances des équipements installés. Ce retour d'expérience sera essentiel pour ajuster les stratégies et partager les bonnes pratiques au sein du bassin.

Valorisation de l'expérimentation et de l'engagement des communes

3. Analyse des données de consommation et recommandations

2.1. Analyse des données de consommation

Grandes tendances et typologies des consommations

1. Comparaison des consommations globales selon la taille :

| Commune | Habitants | Consommation totale moyenne *(m³/an) | Consommation par habitant (m³/hab./an) | Consommation par compteur (m³/compteur) |
|------------------|-----------|--------------------------------------|--|---|
| Luc-en-Diois | 600 | 3 500 m³ | 2,92 | 146 |
| Aouste-sur-Sye | 2 500 | 7 200 m³ | 2,88 | 267 |
| Livron-sur-Drôme | 9 300 | 23 000 m³ | 2,47 | 291 |

* Selon les données de consommation connues des communes

Les données indiquent que les grandes communes, comme Livron-sur-Drôme, présentent une consommation plus optimisée par habitant, grâce à des économies d'échelle. Cependant, les infrastructures volumineuses (piscines, irrigation d'un lotissement, camping) pèsent lourdement dans le total des consommations communales.

2. Postes les plus consommateurs par commune :

Les données montrent des variations significatives dans les sources de consommation selon la taille des communes et leur patrimoine :

| Commune | Poste principal consommateur* | % de la consommation communale |
|--------------|-------------------------------|--------------------------------|
| Luc-en-Diois | Snack piscine | 12% |
| | Ecole | 10% |

| | | |
|------------------|-----------------------------------|-----|
| Aouste-sur-Sye | Médiathèque / restaurant scolaire | 14% |
| | Ecole / mairie / gymnase | 12% |
| Livron-sur-Drôme | Piscine | 50% |
| | Gymnase | 5% |
| | Ecole | 5% |

* Ici ne sont pas présentés les postes dont la consommation est refacturée comme l'irrigation d'un lotissement ou un camping communal.

Les postes les plus consommateurs des communes étudiées sont les piscines, les sites recevant du public et lieux de restauration.

3. Problèmes communs :

- **Fuites** : Facteur critique dans toutes les communes, particulièrement dans les installations vétustes ou peu surveillées. Les fuites sont d'autant plus grandes que les fréquences de relèves des compteurs sont espacées.
- **Manque de comptage** : Certains sites ne disposent pas de compteurs dédiés, diminuant grandement la précision du suivi de consommation.
- **Fréquentation** : Les sites recevant du public sont consommateurs
- **Manque de moyens humains** : Le temps nécessaire à la gestion de l'eau dans les infrastructures est un élément clé pour passer à la gestion optimisée et anticipée.
- **Normes sanitaires** : Contrainte de renouvellement d'eau imposé sur les piscines recevant du public contribuant à l'augmentation de la consommation.

2.2. Analyse de l'expérimentation

De cette expérimentation, il faut retenir les forces et faiblesses suivantes pour favoriser la multiplication d'expériences similaires sur d'autres collectivités du territoire.

Forces :

- **Intérêt partagé** de la démarche : les élus des trois communes pilotes étaient volontaires pour l'expérimentation trouvant de l'intérêt pour la démarche, ce soutien était partagé par les techniciens.
- **Services techniques compétents** : Des vrais compétences techniques liées aux économies d'eau sont déjà acquises et ancrées par les techniciens, manquant parfois de temps pour les mettre en application.
- **Compétences du territoire en appui** : De nombreuses structures coexistent sur le territoire pour agir dans le sens de la protection de la ressource, de l'optimisation des flux dans les bâtiments ou de sobriété des espaces verts. Cela renforce les compétences techniques des communes et donne des pistes pour la mutualisation de moyens.

Faiblesses :

- **Un dialogue élu-technicien à renforcer** : Une prise de recul des binômes élu-technicien est souvent nécessaire pour ré-évaluer l'adéquation des pratiques utilisatrices d'eau de la commune au regard des ambitions soutenu par le conseil. Les ateliers espaces verts des 17 et 18 septembre 2024 ont permis aux binômes élu-techniciens de concevoir des projets d'aménagement répondant aux objectifs de préservation de la ressource de la commune tout en s'appuyant sur les compétences des techniciens.

- Des **échanges perfectibles** : Une multiplicité d'échange et d'interlocuteurs du côté des communes et de l'accompagnement du SMRD aurait pu être amélioré pour plus d'efficacité, en identifiant l'interlocuteur privilégié et en anticipant le calage des dates de réunions.
- Des **délais inter-étapes rallongés** : Entre les différentes étapes des délais sont parfois anormalement longs. C'est le cas notamment entre les étapes de restitution et d'installation. Anticiper les dates de délibération des plans d'action pour les caler au regard des dates de validation des subventions permettrait de gagner du temps et de garder une dynamique d'action.

2.3. Enseignements et recommandations sur la base du retour d'expérience

Actions prioritaires (retours rapides)

Les actions suivantes permettent de générer des économies rapidement tout en demandant un investissement modéré :

| Action | Économie potentielle (%) | Investissement (€) | Retour sur investissement |
|------------------------|--------------------------------|----------------------|---------------------------|
| Réducteurs de débit | 15–20 | ~10 000 | ~1,5 ans |
| Suppression des fuites | Jusqu'à 20 | Variable | Immédiat |
| Sondes pluviométriques | Jusqu'à 15 (par espaces verts) | Faible (~50 €/sonde) | Immédiat |

Amélioration des infrastructures (impact à moyen terme)

- **Optimisation de la relève de compteurs** : Cela permet de détecter rapidement les anomalies, et réduisent les pertes dues aux fuites invisibles. La télérelève et radiorelève facilitent la surveillance en permettant des relèves instantanées ou par tournées véhiculées optimisées.
- **Assainissement** :
 - **Toilettes sèches** : permet de supprimer la consommation et les fuites des WC publics (15 % d'économie attendue sur la consommation globale)
 - **Chasses antifuites** : Permet de supprimer définitivement la plupart des fuites dans les WC à eau (7 % d'économie attendue sur la consommation globale).
 - **Urinoirs sans eau** : Permet de supprimer une utilisation non-essentielle de l'eau et d'éviter les pratiques d'écoulement continu pour lutter contre le gel. Installer dans les lieux très fréquentés, ou ceux dont la température peut être négative, l'économie moyenne sera de 1-2 %. Dans une commune pilote, un urinoir classique sera remplacé par un urinoir sans eau.

Sensibilisation et formation

- Former les techniciens aux relevés réguliers et à l'interprétation des données pour détecter les dérives.
- Organiser des campagnes pour sensibiliser les agents publics et les citoyens aux gestes écoresponsables (économies dans les bureaux, écoles et tous bâtiments recevant du public).
- Mise à disposition et accompagnement de l'outil d'autodiagnostic. Cf programme EcoDrôme 2025 : accompagnement 3 nouvelles communes avec l'outil d'autodiagnostic. La communication autour de l'outil d'autodiagnostic permettra également de sensibiliser les communes aux économies d'eau.

3. Conclusion et Perspectives

Synthèse des enseignements suite à l'expérimentation des 3 communes pilotes

L'analyse menée dans le cadre du programme EcoDrôme a mis en lumière plusieurs constats clés sur la gestion de l'eau dans les collectivités :

1. **Des postes de consommation critiques** : Les fuites, les équipements vétustes et les installations gourmandes (piscines et infrastructure de forte fréquentation) sont les principales causes de surconsommation.
2. **Une sensibilisation encore insuffisante** : La gestion de l'eau est souvent perçue comme secondaire dans les priorités des communes, en partie en raison de son coût encore modéré.
3. **Un besoin d'outils adaptés** : Le manque de comptage précis et de centralisation des données freine l'identification des problèmes et des leviers d'action.

Malgré ces défis, les recommandations proposées montrent qu'il est possible d'obtenir des résultats significatifs grâce à des investissements ciblés et une mobilisation des élus et techniciens. Les bénéfices environnementaux estimés via la démarche pilote démontrent un potentiel d'économie d'eau : 15 à 50 % par collectivité. Les bénéfices financiers montrent un retour sur investissement moyen par action de 2 ans. Les financements moyens de l'Agence de l'Eau et du Département liés aux actions d'économie d'eau sélectionnés par les communes sont de 50 à 80 % par action.

Perspectives d'actions envisagées

À l'échelle des communes, une combinaison de leviers techniques, organisationnel, et éducatifs peuvent être activés pour assurer le succès et la pérennité d'un projet d'économie d'eau dans les collectivités :

1. **Renforcer le suivi post-intervention** :
 - Mesurer les effets des actions entreprises par les communes pour mettre en valeur les actions les plus vertueuses.
 - Evaluer la possibilité des communes à réaliser le diagnostic en autonomie
 - Renouveler les audits de manière régulière pour identifier de nouvelles opportunités d'amélioration
2. **Sensibiliser les acteurs locaux** :
 - Impliquer davantage les citoyens et les agents municipaux dans les pratiques et initiatives économes.
 - Valoriser les résultats obtenus pour inciter d'autres collectivités à s'engager dans des démarches similaires et pour montrer l'exemple aux citoyens.
3. **Prioriser les actions à fort impact** :
 - Concentrer les investissements sur les postes les plus consommateurs identifiés.
 - Intégrer la gestion de l'eau au centre de la stratégie environnementale et dans une stratégie globale de gestion des flux centralisée (eau, air énergie) afin d'en mutualiser les outils et la gestion.

À l'échelle du bassin, une **stratégie unifiée** permettrait :

- **D'encourager une gestion partagée des ressources et des compétences**, par exemple avec un poste de **conseiller en eau** mutualisé permettant d'accompagner les collectivités demandeuses. Cela peut se traduire par une montée en compétence interne aux collectivités, et / ou structure dédiée. Réflexion doit être partagée sur échelle et la structuration la plus pertinente.
- **De créer une dynamique collective** en partageant les **retours d'expérience** entre communes impliquant les élus communaux en favorisant les échanges conviviaux.
- **De Favoriser la commande groupée** permettant de réduire les coûts unitaires pour les équipements (réducteurs de débit, réservoir WC à basculement, urinoirs ...).

Moyens humains

Le temps de réalisation de toutes les étapes de projets d'économie d'eau dans les collectivités (étapes citées en page 5) doit s'inscrire sur une période d'un à trois ans puisqu'il faut considérer les temps de réalisation, de validation interne, d'attente d'accord des subventions et de disponibilité des prestataires.

Voici une comparaison des moyens humains mobilisés par les agents et élus des collectivités et de la structure d'accompagnement (réelle dans le cas du travail des trois communes pilotes et théorique dans le cas de l'autodiagnostic).

| Moyens humains | Travail avec les 3 communes pilotes (jour/commune) | | Autodiagnostic (temps estimé en jour/commune) | |
|----------------|--|------------|---|------------|
| Agents – Elus | 5 | | 10 à 15 | |
| | Echelle communale | Echelle BV | Echelle communale | Echelle BV |
| Accompagnement | 20 | 1640 | 5 | 410 |

La démarche d'économie d'eau dans les collectivités tel qu'elle a été réalisée dans cette expérimentation nécessite un temps important d'accompagnement à mobiliser, et un plus faible temps investi par les communes.

La réalisation d'un autodiagnostic des communes, nécessiterait un engagement plus important des collectivités, en diminuant le temps d'accompagnement extérieur ; ceci devant s'organiser mais apportant les bénéfices identifiés suivants :

- Liens renforcés de dialogue et de prise de décisions entre élus et techniciens,
- Responsabilisation, meilleurs engagement, réactivité et efficacité d'actions,
- Sensibilisation interne renforcée et valorisation extérieure des résultats

Pour l'année 2025, le SMRD mettra à disposition l'autodiagnostic et accompagnera 3 nouvelles communes en parallèle de son déploiement. Ceci permettra aux communes d'expérimenter la réalisation de l'autodiagnostic en autonomie.

Le SMRD suivra la prise en main de l'outil proposé, l'autonomie des communes et les résultats de cette nouvelle démarche proposée afin de parfaire cet outil.

Conclusion

Cette étude pilote a démontré que des solutions simples et accessibles peuvent générer des économies d'eau significatives, tout en réduisant les coûts de fonctionnement pour les collectivités. Cependant, ces initiatives ne pourront atteindre leur plein potentiel que si elles s'inscrivent dans une démarche coordonnée à l'échelle du bassin.

Il appartient désormais aux élus, techniciens, et décideurs locaux de capitaliser sur ces enseignements pour faire de la gestion de l'eau une priorité stratégique. En fédérant les efforts et en investissant dans des solutions innovantes, le bassin de la Drôme peut devenir un modèle d'exemplarité en matière de gestion durable de l'eau.



De gauche à droite : Ateliers "Economisons l'eau dans les espaces verts" à Aouste-sur-Sye 09/24, diagnostic technique de Luc-en-Diois 02/24, restitution des résultats à Livron-sur-Drôme 04/24,